

LE CLUB DES CINQ

La ligue secrète qui régit le PS liégeois

Le PS liégeois ressemble à la politique libanaise des années 1980 : si on vous a résumé la situation et que vous croyez avoir compris, c'est qu'on vous a mal expliqué. Les dernières nouvelles du front ? Tout indique que la fédération la plus turbulente du Parti socialiste va plébisciter son président sortant. L'élection se tiendra les 19 et 20 juin. Et, sauf imprévu majeur, Willy Demeyer sera glorieusement réélu au poste qu'il occupe depuis 2005. Un moment pressenti pour le défier, l'ex-ministre Jean-Pascal Labille et le député fédéral Frédéric Daerden ont renoncé à se jeter dans la bataille. La messe est dite ? Pas forcément, car à Liège plus qu'ailleurs, le jeu politique est mouvant, et les retournements d'alliances, fréquents.

Déjà, certains maugréent. « Une élection où le président brigue un nouveau mandat après dix ans de règne, et où il est de surcroît le seul candidat, ça s'appelle un putsch », grince un cabinetard à l'esprit caustique. Dresser la cartographie précise des lignes de fracture apparaît bien hasardeux, tant la confusion règne sur le terrain. Et pourtant... Dans le chaudron socialiste liégeois, par définition instable, la permanence d'une alliance vieille de dix ans frappe les esprits. Car, en réalité, c'est un quintette qui a gouverné de 2005 à 2015.

Derrière le sceptre de Demeyer, quatre hommes – Jean-Claude Marcourt, Stéphane Moreau, Alain Mathot et André Gilles – ont pesé sur toutes les décisions stratégiques. Bien qu'annoncée moribonde à plusieurs reprises, la coalition ne s'est jamais disloquée. Jusqu'à preuve du contraire, elle tient toujours. Pour combien de temps encore ? Si la reconduction de Willy Demeyer ne fait guère de doute, l'élection à venir pourrait marquer la fin d'un cycle, en sonnant le glas du « club des cinq », ainsi baptisé en référence aux romans d'aventure d'Enid Blyton, bien que l'histoire du PS liégeois s'apparente davantage à la Série noire qu'à la Bibliothèque rose.

Tout a commencé presque par hasard. A l'origine, les protagonistes n'avaient pas envisagé de fonder une union politique sur la durée. Dans leur esprit, ils s'agissait de mettre sur pied, de façon temporaire, une sorte de groupe d'autodéfense, pour contrer les velléités hégémoniques de Michel Daerden. Ce n'est pas un hasard si la ligue s'est constituée au printemps 2005, juste après la mort de Guy Mathot. Tantôt complices,

tantôt rivaux, Daerden et Mathot ont imposé leur loi au PS liégeois du début des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000. Après la disparition du Sérésien, l'Ansois s'est rêté seul maître à bord. C'est face à cette menace-là qu'une escouade de jeunes mandataires s'est soudée. Le club des cinq était né. « Ce qui nous a rassemblés au départ, c'est le refus d'un imperium de qui que ce soit », confirme André Gilles, le président du collège provincial de Liège. Alain Mathot, député fédéral, bourgmestre de Seraing comme son père avant lui, abonde : « Soyons clairs, le club des cinq s'est

●●● créé pour faire barrage à Michel Daerden, qui voulait être le leader unique, le nouveau Cools. Puis, au fil du temps, des affinités sont nées. Jean-Claude, Stéphane, Willy, André, ce sont vraiment devenus des amis. »

Si les partenaires s'entendent, c'est aussi parce que leur relation est dépourvue de rivalité. Dans un premier temps, en tout cas. En 2005, Alain Mathot siège à la Chambre, il est promis à un avenir ministériel. Willy Demeyer préside la « fédé », tout en étant bourgmestre de Liège. Jean-Claude Marcourt vient d'entrer au gouvernement wallon. André Gilles appartient à l'exécutif provincial, qu'on appelle encore « députation permanente ». Quant à Stéphane Moreau, il dirige l'Association liégeoise d'électricité, en plus d'une brochette de mandats dans le secteur de l'économie publique. Fédéral, régional, Ville, Province, intercommunales : le club a l'allure d'un sommet de Yalta. « Chacun des cinq était en quelque sorte leader dans son secteur, raconte un témoin. Par la force des choses, ils ont été amenés à se voir de plus en plus souvent pour régler certains dossiers. C'est comme ça que la mayonnaise a pris. »

Quand la presse révèle l'existence de cet organe mystérieux, les intéressés minimisent d'abord son importance. Mais aujourd'hui, dix ans après sa création, le club des cinq s'est fondu dans le paysage local. En parler est devenu aussi banal que d'évoquer l'avenir du Standard ou la dernière adresse en vogue pour un bon boulets-frites. André Gilles s'évertue toutefois à relativiser la chose : « Je ne vais pas le nier, on se voit fréquemment, et on échange. Mais ce n'est pas là qu'on décide. »

D'autres tentent de désamorcer le mythe. Le club des cinq ? Pur fantasma, balaient-ils. Ce n'est pas l'avis de Frédéric

Daerden. Le fils du ministre défunt vient d'adresser une note à Willy Demeyer et Jean-Claude Marcourt pour leur faire part de son diagnostic sur l'état de la fédération liégeoise du PS. Le document pointe notamment « les prises de décision dans des comités restreints informels, en marge des organes statutaires ». « Je n'ai aucun doute quant au fait que le club des cinq continue à exister, complète le député-bourgmestre de Herstal. Que les gens aient des affinités, cela ne me dérange pas. Le problème, c'est que la décision se construit là, et non dans les instances du parti. »

Jean-Pascal Labille émet la même critique. « Pour construire un projet collectif de la fédération, il faut une grande démocratie, une grande transparence. Un club à l'intérieur, ce n'est pas sain », a-t-il dénoncé dans *La Meuse*, le 28 mai dernier. Un agacement qu'exprime aussi Isabelle Simonis, ministre des Droits des femmes de la Fédération Wallonie-Bruxelles. « Quel que soit le prochain président, insiste-t-elle, son projet devra comporter certaines ruptures avec le passé récent. Le club des cinq n'a plus de raison d'être... Le fonctionnement de la fédération doit être revu, pour la dynamiser, la féminiser, la rapprocher de la base. » Le député

provincial Paul-Emile Mottard enfonce le clou : « Le club des cinq est amené à muter, sous peine de dégénérer. Il a eu sa pertinence politique pour faire contrepoids à Michel Daerden. Mais cette structure a fait son temps. »

Un élément d'ordre géopolitique est source de frustration supplémentaire : le club des cinq se superpose à l'axe Liège-Seraing, dominant à la fédération liégeoise depuis le début des années 2000. Marcourt et Demeyer proviennent de Liège-ville. Mathot et Gilles sont sérésiens. Quant à Moreau, il exerce le mayorat d'Ans, mais il a été par le passé chef de cabinet du bourgmestre de Liège, Henri Schlits, et il reste administrateur délégué de deux institutions du centre-ville, le palais des congrès et les halles des foires. « Moi, je pense que la fédération ne doit pas se résumer à l'axe Liège-Seraing, mais qu'elle doit refléter les vingt-sept communes de l'arrondissement », estime Frédéric Daerden.

Logique clanique

Sous le feu des critiques, Alain Mathot s'emporte : « Il faut arrêter de me faire rire ! A l'époque de Cools, ce n'était pas le club des cinq, c'était Cools tout seul. Ensuite, ça a été le club des deux, Daerden-Mathot. Je note un progrès vers une gestion plus collective. Mais la nature humaine est ce qu'elle est. Si on fait une table avec vingt-cinq personnes, il faut trois plombs pour dégager une solution, alors que si on réunit quelques leaders d'opinion, c'est plus facile. »

Plus philosophe, plus pondéré, Willy Demeyer se pose comme le garant d'une évolution en douceur, un rôle qui lui a plutôt réussi jusqu'ici. « Il y a le cycle court, entamé

en 2005, et un cycle long, qui s'enclenche en 1982, et qui court toujours », expose-t-il doctement. Rappel des faits : en 1982, libéraux et sociaux-chrétiens forment un cartel électoral, une machine de guerre destinée à bouter le PS hors de l'hôtel de ville de Liège. Le bourgmestre Edouard Close prend peur, mobilise des moyens considérables pour sa campagne, fait appel au publicitaire Jacques Séguéla. Ce faisant, selon divers témoignages (mais les versions divergeront, sans doute, à jamais...), il vide les caisses de l'Union socialiste communale et de la fédération. L'affaire rend furieux André Cools, ancien vice-Premier ministre, ex-président du PS. Pour reprendre le contrôle de la « fédé », le grand manitou des socialistes liégeois rassemble au sein du « groupe de Flémalle » les barons de la banlieue rouge. Depuis lors, le PS liégeois a toujours vécu avec des factions organisées en marge des instances officielles : Jean-Maurice Dehousse et le groupe Perron, Gaston Onkelinx et le groupe Jaurès,

Michel Daerden et le groupe d'Ans... « Aujourd'hui, l'enjeu est de sortir définitivement d'un fonctionnement clanique enraciné à Liège, assure Willy Demeyer. Ce sera à l'épreuve des faits, car il reste des résidus de méfiance un peu partout. Mais je suis convaincu qu'il faut une participation plus large. Je vais m'y atteler. »

Il en faudra beaucoup pour ranimer une fédération en proie à la fossilisation. Le phénomène n'est pas propre à Liège, ni au PS, mais s'agissant de la plus grande fédération du premier parti de Wallonie, le déclin est d'autant plus manifeste. « Il n'y a plus de parti, il n'y a plus que des écuries », se lamente un vieux militant de Chênée. « Qu'une junte décide de tout en court-circuitant les instances du parti, c'est un système qui porte en soi la mort, accuse un ancien chef de cabinet de haut vol. Cela revient à se couper de toute la vie du parti. Et si ce genre de fonctionnement se généralise dans toutes les formations politiques, comme je l'entends, alors c'est la mort de tout le monde politique. »

Marcourt en voie d'émancipation ?

Le club de cinq est, en son sein même, travaillé par certaines tensions. En 2005, Jean-Claude Marcourt n'était qu'un ministre technicien, sans légitimité électorale ni base militante. Sa récente montée en puissance le pousse, logiquement, à s'émanciper d'une confrérie de moins en moins indispensable à son ascension. Au lendemain des élections du 25 mai 2014, tant Frédéric Daerden que Jean-Pascal Labille l'ont d'ailleurs encouragé à prendre lui-même la présidence de la fédération. « C'est toi le vrai patron du PS liégeois, désormais », lui ont-ils dit. Le ministre wallon a décliné l'offre : il ne sera pas l'instigateur d'une révolution de palais. Et puis, des liens humains l'attachent à la ligue pentapartite. Jean-Claude Marcourt voue une immense admiration à Guy Mathot, dont il a été le chef de cabinet. Depuis sa mort, il éprouve vis-à-vis de son fils Alain un sentiment paternel, le devoir de veiller sur lui. Quand le jeune bourgmestre de Seraing a été inculpé en 2011, dans une affaire de corruption liée à la construction d'un incinérateur de déchets au nord de Liège, le ministre wallon de l'Economie a volé à son secours de manière spectaculaire. « Il ne faut pas donner trop de pouvoir aux juges, sinon ils l'utilisent », a-t-il asséné, dans une interview au *Soir*.

L'incertitude qui plane sur le sort judiciaire d'Alain Mathot alimente, du même coup, les spéculations quant à l'affaiblissement du club des cinq. La commission des poursuites de la Chambre devrait bientôt se prononcer sur la levée d'immunité du député. De cette échéance dépendra la tenue, ou non, d'un procès. L'équilibre qui prévaut depuis dix ans au sommet du PS liégeois pourrait s'en trouver déstabilisé. « Sans Alain, pourquoi Jean-Claude jouerait-il encore dans le club des cinq ? » interroge un ancien parlementaire. De fait, la formule repose sur un subtil entrecroisement d'amitiés privées, de dépendances mutuelles, de services rendus et d'intérêts communs. Un exemple : tous les cinq détiennent, ou ont détenu, des postes à responsabilité dans le secteur de l'électricité. Qu'un seul pion soit déplacé, et c'est le dispositif entier qui pourrait chavirer. « Si on retire un des cinq maillons, quel qu'il soit, tout s'effondre. Il n'y aura pas de club des quatre », prophétisait en février dernier le secrétaire général de la FGTB, Marc Goblet, qui a souvent joué un rôle de conciliateur en coulisses.

Autre inconnue : l'avenir de la société Nethys, héritière de la superintercommunale Tecteo. Jusqu'à présent, Jean-Claude Marcourt et Willy Demeyer ont avalisé tous les choix posés par Stéphane Moreau et André Gilles, le directeur général et le président de l'entreprise. Y compris les plus polémiques, comme le rachat du journal *L'Avenir*. Les doutes persistants sur la viabilité de Voo, la marque de Nethys active dans un marché des télécoms de plus en plus concurrentiel,

pourraient toutefois tempérer le soutien de Marcourt et Demeyer vis-à-vis du projet Nethys.

L'entrée d'Isabelle Simonis au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles modifie elle aussi la donne. Comment admettre l'existence d'un trust dont serait exclue l'une des deux seules personnalités du PS liégeois élevées au rang de ministre ? « Depuis qu'elle est ministre, Isabelle est associée à toutes nos discussions, répond Alain Mathot.

Quand on a rencontré les dirigeants du CDH liégeois, elle était là. »

Par-delà ses luttes internes, le PS liégeois est attendu sur un enjeu d'une ampleur considérable : parti dominant en bord de Meuse, il lui revient de réussir la mutation économique et culturelle de l'ancien bassin sidérurgique. Il y va de sa propre survie, et de celle d'une région entière. ● **F. B.**